



François M. Giroux

Associé

Ligne directe :

Courriel :

PAR COURRIEL ET PAR MESSENGER

Le 15 juin 2015

Me Simon Tremblay
Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion
des contrats publics dans l'industrie de la
construction
600, rue Fulum, sous-sol secteur 0570
Montréal (Québec) H2K 3L6

**Objet : Preuve additionnelle résultant des réponses reçues aux préavis de conclusions
factuelles défavorables selon l'article 82 des Règles de procédure - M. Gérald
Tremblay
Notre dossier: 136075-445917**

Cher confrère,

Nous donnons suite par la présente à votre lettre datée du 3 juin 2015, sous pli de laquelle vous nous transmettiez les huit pièces jointes susceptibles d'être considérées par les commissaires en lien avec le préavis précédemment envoyé, à savoir :

1. 58PP-2750-1 - Déclaration assermentée amendée d'André Morrow 30 avril 2015 (PP)
2. 288PP-2572-1 - Déclaration assermentée de Pierre Anctil 15 mai 2015 (PP)
3. 295PP-2589-3 - Déclaration assermentée d'Yvon Tourigny 14 mai 2015 (PP)
4. 337PP-2744-2 - Déclaration assermentée de Claude Dauphin 6 mai 2015 (PP)
5. 337PP-2745-3 - Communiqué de la Ville de Montréal du 25 juin 2008 (PP)
6. 337PP-2747-5 - Communiqué de l'opposition officielle de la VdM du 29 avril 2008 (PP)
7. 338PP2748-1 - Déclaration assermentée d'Yvan Delorme 28 avril 2015 (PP)
8. 358PP-2833-P-29 - Transcription d'une entrevue de Benoît Labonté à RDI le 22 octobre 2009 (PP)

Vous nous avez par la même occasion invité à vous soumettre nos représentations en lien avec ces « nouveaux éléments » seulement.

Nous vous communiquons donc pas la présente nos brèves représentations en regard des documents ci-haut mentionnés :

Quant au

document # 1 : **Déclaration assermentée amendée d'André Morrow 30 avril 2015 (PP)**

M. Tremblay s'en remet à son témoignage devant la Commission à cet égard (29 avril 2013, p. 247, ligne 14 à p. 257, ligne 25).

Quant au
document #2 :

Déclaration assermentée de Pierre Anctil 15 mai 2015 (PP)

M. Anctil aborde trois thèmes dans sa déclaration assermentée :

- i) **Allégation selon laquelle il aurait contribué, au nom de SNC-Lavalin, au financement d'Union Montréal en retour de l'octroi de contrats municipaux.**

M. Tremblay n'a aucune connaissance des faits allégués par M. Anctil et réitère les commentaires formulés dans le tableau qui accompagnait notre lettre du 23 janvier 2015, relativement à l'énoncé #9 des « conclusions possibles de la Commission ».

- ii) **Allégation selon laquelle il aurait payé au nom de SNC-Lavalin une fausse facture de 75 000\$ à Morrow Communications.**

M. Tremblay n'a aucune connaissance des faits allégués par M. Anctil et s'en remet à son témoignage devant la Commission à cet égard (29 avril 2013, p. 247, ligne 14 à p. 257, ligne 25).

- iii) **Allégation selon laquelle il aurait participé au nom de SNC-Lavalin, à un système de collusion incluant les firmes de génie à la Ville de Montréal.**

Quant à l'appel que M. Anctil dit avoir logé au chef de cabinet de l'époque de Monsieur Tremblay, Monsieur Stéphane Forget (paragraphe 71 à 73 de la déclaration assermentée de M. Anctil), M. Tremblay note simplement que cet appel n'a ultimement mené à rien.

Quant au
document # 3

Déclaration assermentée d'Yvon Tourigny 14 mai 2015 (PP)

M. Tremblay ne nie pas qu'il y ait pu y avoir un M. Tourigny et un M. Filion dans son entourage au début des années 2000. Bien qu'il n'ait souvenir ni de l'un, ni de l'autre, il n'est pas impossible qu'il les ait croisés.

M. Tremblay n'a aucune connaissance des appels auxquels M. Tourigny réfère aux paragraphes 15 et 16 de sa déclaration assermentée et ajoute qu'à tout événement, ces paragraphes ne réfèrent à rien d'illégal. Tel qu'expliqué dans les commentaires formulés dans le tableau qui accompagnait notre lettre du 23 janvier 2015, relativement à l'énoncé 9 des « conclusions possibles de la Commission », il est parfaitement légal pour un parti politique de solliciter les contributions politiques d'individus provenant de tous les secteurs d'activités économiques.

Quant au
document # 4

Déclaration assermentée de Claude Dauphin 6 mai 2015 (PP)

et aux deux
communiqués
de presse
déposés à son
soutien # 5 et
#6 :

Communiqué de la Ville de Montréal du 25 juin 2008 (PP)

Communiqué de l'opposition officielle de la VdM du 29 avril 2008 (PP)

M. Tremblay n'a aucune connaissance de l'existence d'une soi-disant « liste » de la nature de celle à laquelle réfèrent notamment les paragraphes 13, 14, 20, 24 et 25 de la déclaration assermentée de M. Dauphin. M. Tremblay s'en remet par ailleurs à son témoignage devant la Commission relativement au départ de M. Claude Léger (29 avril 2013, p. 181, lignes 4 à 11).

Quant au

document # 7 :

Déclaration assermentée d'Yvan Delorme 28 avril 2015 (PP)

M. Tremblay s'en remet à son témoignage devant la Commission à cet égard (25 avril 2013, p. 215, ligne 16 à p. 216, ligne 11).

Quant au

document # 8 :

Transcription d'une entrevue de Benoît Labonté à RDI le 22 octobre 2009 (PP)

M. Tremblay est surpris que ce document puisse être qualifié de « pièce susceptible d'être considérée par les commissaires ». Premièrement, dans sa lettre du 10 février 2015 adressée à notre associé Me Gérald R. Tremblay, Me Sonia Lebel nous a indiqué que la Commission ne considérerait que la preuve administrée devant la Commission :

« Nous tenons tout de même à préciser que les commissaires ne peuvent baser leur conclusion que sur les documents ou témoignages produits en audience ».

Or, la transcription de cette entrevue, même produite devant la Commission, ne peut tenir lieu de témoignage de M. Labonté qui n'a pas été appelé comme témoin, n'a pas été entendu sous serment et n'a pas été soumis à quelque contre-interrogatoire que ce soit. Cette preuve n'est pas non plus « nouvelle » puisqu'elle concerne une entrevue diffusée publiquement plusieurs années avant le début des travaux de la Commission.

Tout au plus, cette transcription peut-elle faire preuve du fait que des rumeurs – fondées ou non – circulaient relativement à M. Bernard Trépanier en 2007, année où M. Labonté situe sa soi-disant conversation avec M. Tremblay. Or à cette époque, M. Trépanier avait déjà été congédié, l'ayant été en 2006 (témoignage de M. Tremblay du 25 avril 2013, p. 209 ligne 15 à page 218, ligne 17).

M. Labonté était pourtant disponible pour être interrogé et avait d'ailleurs affirmé à l'occasion de cette entrevue qu'il était prêt à aller témoigner devant une commission d'enquête (pages 11 et 12 de la transcription de l'entrevue).

M. Tremblay réitère pour le reste les commentaires formulés sous pli de notre lettre du 23 janvier 2015, relativement à l'énoncé #7 des « conclusions possibles de la Commission » et y ajoute deux précisions.

Premièrement, il est possible que M. Tremblay ait entendu les rumeurs concernant M. Trépanier en 2007, plutôt qu'en 2008-2009. Tel qu'expliqué ci-haut, dans l'un et l'autre cas, M. Trépanier avait déjà été congédié.

Deuxièmement, tenant pour acquis que ces rumeurs auraient été amplifiées par la diffusion de cette entrevue en 2009, aucun de ceux qui avaient mandat d'appliquer la loi (autorités policières, directeur général des élections, etc.) n'a

été en mesure d'intervenir pour enrayer les pratiques auxquelles ces rumeurs référaient.

Finalement, et sans préjudice à ce qui précède, M. Tremblay a pris connaissance du récit que fait M. Labonté d'une rencontre qu'il aurait eu avec M. Tremblay en 2007. Ce récit est inexact à plusieurs égards. À titre d'exemple, M. Labonté n'a jamais tutoyé M. Tremblay. En ce qui concerne la soi-disant réaction de M. Tremblay aux propos de M. Labonté, la description qu'en fait celui-ci est tout aussi inexacte : M. Tremblay n'est pas homme à pâlir, ni à s'enfoncer dans son siège, a fortiori à l'égard de rumeurs concernant M. Trépanier qu'il avait congédié l'année précédente.

Veuillez croire, cher confrère, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.



François M. Giroux

FMG/cl